

Le ROUGE & LE VERT

Octobre - Décembre 2009 • N°115 • 2 €

LE JOURNAL DE L'ADES



Nous soutenons les efforts à faire pour tenter de ralentir le dérèglement climatique et maintenir l'augmentation de température dans les 2°, afin d'éviter d'entrer dans des zones de grands dangers pour l'avenir de la planète. Il s'agit de diminuer les émissions de gaz à effet de serre d'un facteur 4 d'ici à 2050, c'est une obligation et nous sommes très en retard.

Ceci demande une réorientation radicale des priorités de l'action publique pour préparer la société à s'adapter aux bouleversements annoncés.

À Grenoble, le retard pris devient inquiétant. La majorité « droite-gauche » fait des grandes déclarations, mais dans la réalité elle continue comme si de rien n'était. Elle soutient la rocade qui augmentera le trafic automobile, elle rêve à de nouveaux quartiers « pseudo-écologiques », et oublie que la grande priorité serait d'agir d'abord sur les logements existants et les bâtiments publics et de développer les alternatives à la voiture.

Nous voulons une ville sobre à taille humaine, c'est pourquoi nous avons défendu un budget alternatif pour 2010, qui aurait annulé l'augmentation scandaleuse des impôts de 2009 et qui aurait pu réorienter l'action municipale vers les bonnes priorités, de gauche et écologistes.

La majorité l'a refusé et poursuit sa mauvaise politique ; souhaitons qu'elle soit sanctionnée lors des élections régionales de mars 2010.

LE BUREAU DE L'ADES

Dérèglement climatique, l'urgence !



DOSSIER SPÉCIAL

Une autre politique budgétaire est souhaitable et possible à Grenoble

Malheureusement, la majorité gauche-droite ne va pas baisser les impôts en 2010. Au contraire elle va continuer à les augmenter à travers la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM). Et, encore une fois, la majorité n'est pas capable d'organiser un grand débat public contradictoire avant de voter le budget 2010. Pourtant une autre politique est possible, soucieuse d'économies budgétaires, sans actions de prestige trop coûteuses que la ville ne peut plus s'offrir. Finissons en avec les grands projets dispendieux. Il y a tellement d'autres méthodes pour embellir la Ville, pour réaménager nos quartiers...

UNE POLITIQUE NATIONALE QUI AMPLIFIE LA CRISE SOCIALE

La crise sociale prend de multiples visages. Notamment, le pouvoir d'achat ou plutôt la capacité à vivre se dégrade rapidement pour de très nombreux ménages. La politique gouvernementale amplifie et accélère cette dégradation. La fiscalité devient de moins en moins distributive : bouclier fiscal, baisse de la progressivité de l'impôt. Le chômage augmente, le nombre de ménages surendettés explose, la précarité gagne chaque année du terrain. Le coût du logement, de la santé, de certains tarifs des services publics pèse trop sur beaucoup d'habitants ; les prix évoluent plus vite que les salaires, les pensions ou les allocations.

GRENOBLE DOIT ARRÊTER DE RÊVER À UN DESTIN DE « STAR URBAINE »

Mue par la seule vision de la concurrence et de la compétition fondée sur le libéralisme débridé, la majorité municipale persiste à imposer une politique mégalomane de projets de prestige, démesurés et coûteux pour les contribuables. Or, Grenoble n'a pas vocation à rivaliser avec les villes-capitales d'un million et plus d'habitants.

Nous ne sommes plus dans les « Trente Glorieuses » où l'argent public était plus facilement disponible et la commune étendait ses actions publiques au-delà de ses compétences traditionnelles. Ce système municipal est en crise, il faut baisser la voile.

Il est grand temps de revenir à la réalité et aux fondamentaux d'une ville ambitieuse pour l'amélioration de la vie quotidienne de ses habitants, pour le développement des services publics de qualité accessibles à tous, une ville sobre et à taille humaine qui aide à résister aux effets de la crise et s'adapte aux enjeux du changement climatique.

GRENOBLE N'EST PAS UNE VILLE DE CLASSES MOYENNES

La politique municipale ne doit pas amplifier les difficultés des habitants bien au contraire. Or, les décisions prises par la majorité municipale d'augmenter violemment les taux des impôts, de laisser augmenter de manière très excessive les tarifs du chauffage urbain... ont mis en grandes difficultés de nombreux ménages.

Contrairement à ce que tente de nous faire croire la majorité municipale, les revenus des ménages grenoblois ne sont pas représentés par un nombre important de revenus moyens, peu de riches et une minorité de pauvres. Grenoble est une ville où les situations sociales sont très contrastées.

En fait la répartition des revenus est linéaire. 28% des foyers ont moins de 9 400 € de revenu fiscal de référence ! (VOIR TABLEAU CI-JOINT SUR LES REVENUS 2007 PAR FOYERS FISCAUX À GRENOBLE — DONNÉES DE L'INSEE)

| Revenu fiscal de référence par tranches en € | Nombre de foyers fiscaux | en % |
|--|--------------------------|------------|
| 0 à 9 400 | 26 033 | 28 |
| 9 401 à 11 250 | 6 188 | 6,7 |
| 11 251 à 13 150 | 6 331 | 6,8 |
| 13 151 à 15 000 | 6 938 | 7,5 |
| 15 001 à 16 900 | 6 454 | 6,9 |
| 16 901 à 18 750 | 5 472 | 5,9 |
| 18 751 à 23 750 | 10 189 | 11 |
| 23 751 à 28 750 | 7 228 | 7,8 |
| 28 751 à 38 750 | 8 145 | 8,8 |
| 38 751 à 48 750 | 4 187 | 4,5 |
| 48 751 à 97 500 | 4 990 | 5,4 |
| + de 97 500 | 872 | 0,9 |
| Total | 93 027 | 100 |

En résumé, 40% des foyers fiscaux gagnent moins de 1 000 € par mois ! Le revenu moyen est inférieur à celui du département. Et le concept de classe moyenne est très discutable, il fait croire à une certaine homogénéité sociale alors que notre société, et particulièrement à Grenoble, est de plus en plus socialement morcelée et éclatée.

Il y a des dizaines de milliers d'habitants en situation difficile. Plus de la moitié de la population grenobloise subit durement la crise.

Après New York – Big Apple



ON ESSAYE DE SUIVRE L'EXEMPLE DE NEW YORK...



DES IMPÔTS LOCAUX TRÈS INJUSTES

Si la taxe d'habitation (TH) tient un peu compte des revenus, cela n'est pas du tout le cas de la taxe foncière (TF). Les impôts locaux dépendent principalement de la surface du logement. Or, un ménage a besoin d'une surface minimum pour se loger. Pour des ménages à très faibles revenus, le coût du logement est beaucoup plus important que pour des ménages à revenus corrects. Le poids des impôts locaux et des taxes (TEOM) sont donc très lourds pour des dizaines de milliers de ménages.

Nous ne sommes pas a priori contre des hausses d'impôts à condition qu'elles soient mesurées et absolument nécessaires ; ça n'a pas été le cas.

DES MÉCANISMES D'ATTÉNUATION FONCTIONNANT DE PLUS EN PLUS MAL

Pour la TF, les exonérations sont très limitées. Pour la TH, les exonérations totales touchent environ 8 000 ménages. Le dégrèvement total pour les RMistes a disparu avec la mise en place du RSA.

Il existe un mécanisme de plafonnement qui limite le montant de la TH à un plafond, fonction du revenu et de la composition de la famille. Mais ce plafond est encore trop élevé. Presque 40 000 ménages sont concernés. De plus, ce système ne marche pas lorsqu'il y a augmentation des taux, car l'État ne veut plus rembourser à la commune, depuis 2001, les dégrèvements d'impôts liés à une augmentation des taux.

Ce sont des dizaines de milliers de personnes à faibles revenus qui ont vu brutalement évoluer leurs impôts locaux (de 12 à 280% !). Nous sommes dans une période où il faut adapter, année après année, les recettes fiscales et ne pas prendre des décisions politiciennes en début de mandat, en espérant que les électeurs oublieront le mauvais coup en 2014. Ceci est d'autant plus scandaleux que la majorité municipale s'est fait élire sur la promesse de ne pas augmenter les

La candidature aux JO, pas populaire à Grenoble !

Le maire avait fait faire un sondage (caché) en décembre 2008, qui indiquait que seule une minorité de Grenoblois adhéraient à la candidature de la ville pour les JO 2018. Le plus grand nombre de Grenoblois n'y voyait qu'une opération de communication de grande envergure [sic] ! Effectivement, la communication de grande envergure a coûté 3 millions d'euros pour rien. Malheureusement la folie des grandeurs continue avec GIANT, l'Esplanade, la rocade...

GIANT : la rocade fait pschitt !

On savait que la rocade Nord posait des problèmes à l'architecte Vasconi, c'est pourquoi dans ses projets pour GIANT il avait supprimé l'échangeur, « plat de nouilles » sur l'avenue des Martyrs. Mais obligé de faire avec, sa dernière proposition aura été de proposer de noyer cet énorme échangeur dans des bâtiments (parking silo ou autre...). Et hop ! Coup de baquette magique, il n'y a plus de rocade, sauf évidemment pour les habitants de Jean Macé ou pour les futurs logements étudiants qui serviront de mur antibruit.

Rendons à César...

La majorité municipale (à part quelques membres) a beaucoup de mal à rendre hommage au travail des élus écologistes sur certains grands dossiers du dernier mandat.

Pourtant ceux qui n'ont pas la mémoire courte se souviennent que sur des dossiers innovants en matière de nouvelles normes de construction écologiques, il y a eu de fortes réticences et même certains élus militaient pour construire des logements pas cher pour faire du nombre. Rappelons que les actions des élus écologistes et notamment des anciens adjoints à l'urbanisme et à l'éducation, ainsi que de l'ancienne présidente d'ACTIS ont été déterminantes pour faire changer les mentalités et le soutien du maire a souvent manqué à ce sujet (voir sur le site de l'ADES).

Vallini : l'hommage du vice à la vertu

Le conseil général de l'Isère veut conditionner ses subventions à la prise en compte de critères écologiques. « En donnant de l'argent à nos partenaires nous sommes pourtant en droit d'avoir des exigences ». Intéressant, cela veut-il dire que le CGI ne donnera pas de subvention pour la rocade Nord ? Le Président n'est pas à une contradiction près.

Le corrompu toujours là...

Décidément, le corrompu, A. Carignon, ne peut pas tourner la page et oublier Grenoble. Après ses échecs électoraux et sa mise à l'écart de la présidence de l'UMP de l'Isère, il survit en faisant des petits boulots (fictifs ?) pour ses amis Hortefeux et Sarkozy et continue de flinguer la droite grenobloise.

Lutte contre le fichier Base élèves

La mobilisation s'intensifie contre le fichier Base élèves. Le 9 décembre a été organisé dans de nombreux départements dont l'Isère des dépôts de plaintes collectives aux tribunaux de grande instance. Il s'agit de déposer une plainte contre X pour atteinte aux libertés à travers ce fichage des élèves. Le Conseil d'État devrait bientôt se prononcer sur la légalité de ce fichage. À suivre...

Divorce à la mairie !

Lors des élections municipales, la droite a fait un score très bas son électorat ayant été siphonné par Destot. Elle ne s'en remet pas. L'intergroupe présidé par F. de Sans Nicolas vient d'exploser. M. Chamussy a sonné la révolte et crée son propre groupe. Depuis, c'est l'éclatement. Plus personne ne sait qui est avec qui. Y aura-t-il d'autres ralliements à la majorité droite-gauche ? Ce n'est pas impossible. LA MAJORITÉ MUNICIPALE AU PLUS MAL ! M. Gemmani (Modem), représentant éminent de la droite dans la majorité, démissionne du CA du CCAS, ne pouvant plus travailler avec le vice-président (PS) du CCAS. Les tensions dans la majorité sont palpables et les élections régionales ne seront pas là pour arranger les choses.

Compagnie de chauffage, des marges exorbitantes...

Le rapport de la chambre régionale des comptes sur la gestion de la Compagnie de chauffage (entre 2000 et 2006) indique à de nombreuses reprises que la délégation de chauffage urbain est très mal contrôlée par la Ville, que les élus ne sont pas à même de suivre dans le détail l'activité de cette SEM, vu le peu d'informations données. Nous avons protesté depuis des années contre les marges excessives que faisait la CCIAG sur le dos des usagers du chauffage urbain. Pour la saison 2007-2008 la marge avant impôts atteignait 6,8 M€ et pour 2008-2009 c'est encore plus 7,9 M€ (c'est avec les nouveaux tarifs). Il y a des surfacturations énormes dans les tarifs, mais le maire couvre tout...

Le SMTC avoue...

Dans le PDU 2007-2012, il était indiqué que la part modale des déplacements en voiture des habitants de l'agglomération passerait de 53% en 2002 à 44% en 2012. Il était aussi indiqué que les simulations de trafic montraient que c'était possible. En fait, les simulations effectuées à l'époque indiquaient qu'avec toutes les dispositions prévues par le PDU (tram E notamment) la part modale des voitures ne diminuerait que jusqu'à 51% ! Ceci a été soigneusement caché afin de ne pas montrer que les prévisions du PDU étaient bidon et que ce dernier ne répondait pas aux exigences de baisse des trafics automobiles puisque les augmentations des trafics d'échange et de transit dépassaient largement la petite diminution dans l'agglomération. Il a fallu que le tribunal administratif oblige le SMTC à donner cette information. Il paraît que le prochain PDU sera fait correctement, chiche !

DOSSIER SPÉCIAL ...suite

impôts. De surcroît, la plupart des élus de la majorité ne savaient pas que les hausses de taux ne seraient pas dégressives lorsqu'ils ont voté l'augmentation des taux.

Mieux vaut augmenter légèrement année après année les taux si c'est absolument nécessaire à condition de l'exprimer clairement, ce qui permet aux habitants de prévoir une stratégie d'absorption de ces légères hausses car ils en connaissent à peu près le montant alors que l'augmentation brutale de 2009 est trop violente et surtout non justifiée.

POUR UNE RÉFORME EN PROFONDEUR DES IMPÔTS LOCAUX

La droite en parle, mais malheureusement elle veut se contenter de réviser les valeurs locatives pour les adapter au marché réel de l'immobilier. Cela ne résoudra pas la question de fond : la contribution des ménages devrait être progressive en fonction des revenus. Ainsi, des politiques solidaires pourront être mises en place dans les collectivités. Il est fort dommage que la gauche au gouvernement n'ait rien fait à ce niveau, elle a même supprimé les abattements liés à la hausse des taux !

Les mauvais arguments de la majorité droite-gauche pour augmenter les taux :

- il fallait, paraît-il, compenser le désengagement de l'État entre 2008 et 2009, chiffré à 4,5 M€. Or, les versements de l'État ont été les mêmes en 2009 qu'en 2008. Par contre, ils avaient diminué depuis 2006 jusqu'en 2008, mais la bonne gestion de la ville avait absorbé cette baisse ;
- maintenant, la majorité explique qu'elle participe à la relance en maintenant un fort investissement et que l'augmentation des impôts le permet. En fait le groupe ville (ville et satellites) investit plus de 180 M€ par an. Personne ne fera croire que la situation économique locale va périlcliter s'il y a 3 ou 5 M€ d'investissements en moins, surtout si c'est une diminution qui vise des activités peu créatrices d'emploi local. Ce n'est pas une commune isolée qui va remplacer l'État pour relancer l'économie, restons modestes !
- elle ne veut pas se déjuger et maintient pour 2010 les taux 2009 et elle accroît la pression fiscale de manière cachée à travers la Métro (par la TEOM) en augmentant ses recettes de 800 000 €.

DOSSIER SPÉCIAL

De quoi a réellement besoin la ville pour faire fonctionner les services essentiels et prioritaires et quelles sont les économies à faire et les activités superflues ?

UNE POLITIQUE SOUCIEUSE DU BON EMPLOI DE L'ARGENT PUBLIC

Évidemment, nous n'avons rien à attendre du gouvernement qui ne va pas augmenter les dotations aux collectivités vu l'état de ses finances. Il est prévu une baisse d'environ 750 000 € des dotations de l'État en fonctionnement, par contre en investissement ce sera plutôt la stabilisation (FCTVA et amendes de police).

Il y a des économies importantes restent à faire dans le train de vie de la ville qui ne mettent pas en cause ses activités essentielles. Ce sont pour nous, l'action sociale, l'éducation, la culture, la jeunesse, le logement... Il est possible de diminuer de 5 M€ le train de vie de la ville sans diminuer le personnel.

De même, la ville s'occupe de soutenir fortement des actions en recherche et développement technologique alors que cela ne relève pas de sa compétence et qu'elle est la seule à le faire dans l'agglomération : développement des nanos, CLIMATEC, pôles de compétitivité... Des économies en investissement importantes peuvent donc être faites. La Ville n'a pas à se

Budget 2010 alternatif : la ville que nous voulons

substituer à l'État dans le secteur de la recherche, c'est un encouragement fort au désengagement de l'État.

Il est possible de diminuer le taux des impôts à Grenoble et effacer l'augmentation honteuse de 2009. Il faut rappeler que le budget est annuel et donc chaque année les impôts doivent être fixés au plus juste compte tenu de la situation générale. C'est ce qu'a proposé le groupe des élus « Écologie et Solidarité », mais la majorité l'a refusé.

D'IMPORTANTES ÉCONOMIES SONT POSSIBLES

Voici les comparaisons entre la réalité des dépenses courantes de la ville de Grenoble (hors personnel, CCAS et subventions et à périmètre égal) entre 2006 et 2008 et les prévisions de la nouvelle majorité pour 2009 et 2010 ainsi que la proposition des écologistes dans le budget alternatif.

| En M€ | CA 2006 | CA 2007 | CA 2008 | BP 2009 | BP 2010 | BP Alternatif |
|-----------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------------|
| autres dépenses | 51,9 | 49,7 | 46,3 | 52,36 | 51,92 | 47,15 |

Le budget alternatif est tout à fait dans la continuité des dépenses du mandat précédent.

Une idée pour baisser les impôts à Grenoble

Un Grenoblois suggère que la Ville fasse payer les prestations de la police municipale par la Métro lors des matchs au stade des Alpes. Il est vrai que certains matchs mobilisent fortement les effectifs de la police municipale, sans parler de la police nationale. Rappelons qu'il ne s'agit pas d'activité d'intérêt général, mais de spectacles sportifs organisés par une entreprise privée. La proposition est légitime.

Attention, évolution du Rouge et Vert

Pour répondre bien mieux à l'actualité politique grenobloise, l'ADES va éditer des suppléments au ROUGE ET VERT, distribué par voie électronique à toutes celles et ceux qui seraient intéressés. La formule papier trimestrielle sera maintenue pour ceux qui auront payé l'abonnement et aux associations. N'oubliez pas de vous réabonner si vous désirez continuer à recevoir le journal. Si vous voulez recevoir par courriel les suppléments au ROUGE ET VERT qui traiteront de l'actualité immédiate, indiquez le à contact@ades-grenoble.org

DOSSIER SPÉCIAL

...suite

Encore une augmentation de la TEOM en 2010

En 2005, la majorité de gauche et écologiste avait demandé que la Métro n'inclue pas dans la TEOM le traitement des déchets mais seulement celui de la collecte.

En 2009, les Grenoblois ont payé 8,6 M€ de TEOM à la Métro. Il y aura donc une augmentation supplémentaire de 10% due à cette manipulation, qui nous l'espérons, sera annulée par la justice administrative.

La Métro s'enfoncé encore plus dans le rouge

La Métro ne votera son budget que début 2010 pour attendre les décisions finales de la loi de finances 2010 de l'État. Les orientations budgétaires font ressortir deux points durs :

- **poursuite de l'augmentation de la TEOM**, + 15% en moyenne sur l'agglomération, beaucoup plus à Grenoble ;
- **poursuite de l'endettement**. Il est prévu d'augmenter la dette d'environ 32 M€. Fin 2010, le stock de la dette approchera les 400 M€, soit une capacité de désendettement de 15 ans alors que les experts tirent le signal d'alarme lorsqu'elle dépasse les 8 ans pour une communauté d'agglomération. D. Migaud fait la leçon au gouvernement sur sa gestion financière, mais il l'oublie pour la Métro.

Le niveau payé par la TEOM couvre maintenant les coûts de la collecte et les augmentations à venir seront pour payer le traitement qui est pris en charge actuellement par les autres ressources du budget de la Métro. Ce transfert dans la TEOM de ces charges sera une augmentation cachée des impôts de la Métro sans service nouveau en contrepartie.

L'acceptation de ce fait par la majorité droite-gauche est inquiétante. Il signifie une augmentation continue des impôts sans contrepartie dans l'amélioration du service public. Il n'est pas acceptable que la Métro verse 800 000 € de plus à la ville de Grenoble, en faisant payer cette somme aux habitants dans la TEOM.

États généraux et généreux des associations

L'ODTI a pris l'initiative d'organiser en 2010, les États Généraux et Généreux des Associations (EGGA) qui œuvrent dans le champ social : aide aux plus démunis, publics fragilisés, éducation, culture, socioculturel, hébergement, logement, santé, handicap...

Lors des premiers ateliers de préparation, il a été fait le constat suivant : les associations sont diverses dans leurs objets mais aussi dans leur taille et leurs structures internes. Certaines fonctionnent uniquement avec des bénévoles, d'autres avec des salariés. Il est difficile de dégager des intérêts et des interlocuteurs communs si ce n'est de dire que toutes les associations considérées peuvent se vivre aujourd'hui, sur un territoire donné comme étant la variable d'ajustement de nos sociétés et des systèmes politico-administratifs. Elles sont placées plus que d'autres institutions dans la situation de devoir amortir les chocs de la crise et de s'adapter (changement des missions, modification des effectifs et des compétences), sans guère de possibilités de recours.

Il conviendrait d'examiner comment les choses se passent localement compte tenu des politiques menées par les collectivités territoriales et de la spécificité de chaque association. L'objectif n'est pas uniquement de revendiquer, mais de faire état de la place et du rôle des associations dans la société, de montrer leur capacité d'invention et d'innovation au contact quotidien de publics de plus en plus isolés et précarisés dans des sociétés où règnent en maîtres l'individualisme et les pratiques consummatoires.

Il s'agirait de retrouver une certaine tonicité, un certain engagement face aux autorités et face aux publics de manière à reconstruire de l'être et du vivre ensemble permettant d'échapper tout à la fois à l'assistanat et à l'instrumentalisation.

Souhaitons pleine réussite à cette initiative très positive, qui tranche dans la morosité actuelle.

SOMMAIRE

DOSSIER

Une autre politique budgétaire est souhaitable et possible à Grenoble pp.1-2

DOSSIER

Budget 2010 alternatif : la ville que nous voulons p.3

DOSSIER

Encore une augmentation de la TEOM en 2010 p.4

BRÈVES

ADES, 12 rue Voltaire, 38000 Grenoble
Tél.-répondeur : 04 76 03 24 28
Courriel : contact@ades-grenoble.org
site web : www.ades-grenoble.org

Le Rouge & le Vert
Journal trimestriel de l'Association
démocratie écologie solidarité
DIRECTEUR DE PUBLICATION :
Vincent Comparat
CPPAP : 1013 G 83774
ISSN : 0760-480 
IMPRESSION : Les Écureuils, Gières
MAQUETTE - ILLUSTRATIONS : Cled'12

VOUS AIMEZ CE JOURNAL ? JOIGNEZ LE CHÈQUE À LA PAROLE !

Nom
Prénom
Adresse

- Abonnement annuel de base : 16 €
- Abonnement de soutien : 23 € et plus

J'adhère à l'ADES (abonnement *Le Rouge & le Vert* 10 € compris)
- 16 € (chômeurs, étudiants)
- € (0,3% du revenu annuel brut)
- Adhésion sans abonnement (diminuer le tarif de 10 €)

Une partie de l'adhésion est déductible des impôts. Chèque à l'ordre de l'ADES

GRUPE DES ÉLUS
ÉCOLOGIE ET
SOLIDARITÉ
À LA MAIRIE

04 76 76 38 75
www.grenoble-ecologie-solidarite.fr

Conformément à la loi
« Informatique et liberté »,
vous disposez d'un droit
d'accès et de rectification
aux informations
vous concernant.